

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASS CE BONGRAIN GERARD

4 rue Eugène Gérard
88530 Le Tholy

Référence : S-25-378RP

Code AIOT : 0006202551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2025 dans l'établissement ASS CE BONGRAIN GERARD implanté 4 rue Eugène Gérard 88530 LE THOLY. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection qui fait l'objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du suivi régulier du site. Cette visite a été l'occasion de vérifier la mise en place des bonnes pratiques définies au niveau européen (conclusions sur les meilleurs techniques disponibles du 12 novembre 2019) et leur traduction en droit français par l'arrêté ministériel du 27 février 2020. Cette visite s'est également appuyée sur l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3079/2000 du 16 novembre 2000.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASS CE BONGRAIN GERARD
- 4 rue Eugène Gérard 88530 LE THOLY
- Code AIOT : 0006202551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La S.A.S. BONGRAIN GERARD est spécialisé dans la fabrication des fromages à pâte molle. La production est faite à partir de lait très majoritairement vosgien.

La société est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 3079/2000 du 16 novembre 2000 mis à jour par arrêté du 1er août 2012.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.5.	Sans objet
2	Inventaires	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.6.	Sans objet
3	Surveillance, suivi et inventaire des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.7.	Sans objet
4	Surveillance, VLE et surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.7.	Sans objet
5	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.8.	Sans objet
6	Consommation d'eau et rejets des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.9.	Sans objet
7	Substances dangereuses - choix et utilisation des produits	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.10.	Sans objet
8	Substances dangereuses - fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.10.	Sans objet
9	Utilisation efficace des ressources	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.11.	Sans objet
10	Secteur de l'industrie laitière - efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.17.	Sans objet
11	Secteur de l'industrie laitière - déchets	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.17.	Sans objet
12	Secteur de l'industrie laitière - rejets canalisés dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.17.	Sans objet
13	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 1.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre depuis plusieurs années une démarche d'amélioration continue de l'ensemble du process. Ceci se traduit notamment par des réductions de consommation d'eau et d'énergie. L'effort consenti est prévu pour se prolonger puisque des perspectives d'investissements sont établies sur les 12 prochaines années.

Il en ressort une gestion rigoureuse du site visité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.5.
Thème(s) : Autre, système de management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un Système de Management Environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes : I. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ; II. Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ; III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ; V. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ; VI. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ; VII. Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ; VIII. Communication interne et externe ; IX. Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ; X. Établissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ; XI. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ; XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ; XIII. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;

XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;

XV. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;

XVI. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur;

XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;

XVIII. Évaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;

XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;

XX. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

Le SME intègre également les éléments suivants :

- un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ;
- un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ;
- un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ;
- un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a).

Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Constats :

La société Bongrain Gérard ne dispose pas de la certification ISO 14001 ; pourtant elle a souhaité se rapprocher de cette démarche en missionnant en 2023 le bureau CEBIOS pour confronter les pratiques locales au référentiel ISO 14001. Il ressort de cette démarche que la société Bongrain Gérard a obtenu un score de 86 % de conformité au regard de ce référentiel (5 points forts, 20 points conformes, 4 pistes de progrès, 2 points sensibles et 2 non-conformités). Dans le détail :

- point 7.5 (généralités sur les informations documentées) : point sensible car il a été relevé que certaines FDS n'étaient pas à jour ;
- point 8.1 (planification et maîtrise opérationnelle) : point non conforme car il a été relevé que des bidons non identifiés étaient stockés hors rétention et des stockages en surnombre sur des rétentions; par ailleurs il a été relevé l'absence de plan des réseaux à jour (EU et EP) ;
- point 8.2 (préparation et réponse aux situations d'urgence) : point non conforme car certaines situations n'étaient pas envisagées ;
- point 9.1.2 (évaluation de la conformité) : point sensible car seuls 35% des textes opposables avaient été évalués.

<p>Il a ensuite été mis en place un plan qui a visé à améliorer les pratiques et à résoudre les non-conformités. A noter à ce titre le point de constat n° 13 du présent rapport qui souligne la bonne gestion des rétentions.</p> <p>Le 02 avril, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport CBIOS de 2023. Le 03 avril, l'exploitant a transmis l'avancement des améliorations proposées par ce rapport.</p> <p>La lecture du rapport et du suivi des évolutions entreprises permet de constater que l'exploitant répond à la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le prestataire CBIOS sera à nouveau missionné au cours de l'année 2025 pour une mission identique. L'inspection des installations classées demande à être destinataire du rapport établi à cette occasion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : inventaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.6.</p>
<p>Thème(s) : Autre, inventaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :</p> <p>I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ; <p>II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;</p> <p>III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ; b) les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ; <p>IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ; c) la présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;

VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.

Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Constats :

L'exploitant a pu présenter à l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments attendus.

De manière plus détaillée :

1. des schémas reprenant les procédés de fabrication ; à ces schémas étaient associés à divers endroits du process les suivis des consommations et émissions. L'exploitant était en capacité d'indiquer l'historique de ces consommations et émissions et d'indiquer l'efficacité des traitements effectués ;
2. concernant la consommation et l'utilisation de l'eau, l'exploitant dispose d'une GTC (Gestion Technique Centralisée) présentant des schémas des process et un suivi en temps réel. Les suivis mis en place ont permis de quantifier les gains en consommation d'eau: 2,38 m³ par tonne de matières premières en 2022 vs 2,27 m³ par tonne en 2024 (pour information, le niveau de performance prévu par le BREF FDM, article 4.2 est de 2,5 m³ par tonne) ;
3. les informations sur le suivi des effluents aqueux ont été présentées sous forme d'un fichier excel. C'est ce fichier qui sert à alimenter l'outil de collecte des résultats d'analyses d'autosurveillance fréquente GIDAF ;
4. concernant les effluents gazeux, l'exploitant a présenté les rapports APAVE des 04 octobre 2022 et 25 juin 2024. Ce rapport portait sur les analyses des cheminées de chacune des deux chaudières (VIESSMAN et STEIN-FASEL) ;
5. et 6. l'exploitant a mis en place une stratégie d'amélioration pluriannuelle ; dite « plan 3-6-9 ». Ce plan détaille les investissements prévus au cours des 9 prochaines années non seulement en vue de l'amélioration de l'impact environnemental mais aussi en termes d'amélioration des conditions de travail ou de renouvellement de l'outil de travail. A retenir que cette stratégie porte sur des investissements à hauteur de 55 millions d'euros. Ce plan est décliné de manière annuelle et individuelle en feuille de route qui fixe les objectifs de chacun des salariés. Ce modus operandi devrait permettre la réduction de moitié de la consommation d'eau à horizon 2032 et de 52 % pour ce qui concerne l'énergie. A titre d'information, l'exploitant a présenté un tableau de suivi de sa consommation d'eau ; celle-ci a été réduite entre 2017 et 2024 (passant de 29 000 m³ à 24 500 m³ soit – 15,5 %).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance, suivi et inventaire des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.7.
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance, suivi et inventaire des effluents aqueux
Prescription contrôlée : Sur la base de l'inventaire décrit au point 6, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du traitement des effluents.
Constats : Les effluents aqueux du site sont traités par une station d'épuration avant rejet dans le milieu naturel (cours d'eau La Cleurie). Cette station d'épuration traite également les eaux usées de la commune du Tholy. Une surveillance est faite à l'entrée (double surveillance, l'une pour la commune, l'autre pour le site Bongrain Gérard) et une surveillance est faite en sortie de station d'épuration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance, VLE et surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.7.
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance, VLE et surveillance des rejets dans l'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes. <ul style="list-style-type: none">• DCO : 125 mg/L (ou 100 mg/L si le rendement de la STEP > ou = 95 %) + 72 kg/j ;• Azote global : 10 mg/L + 12 kg/j ;• Phosphore total : 2 ou 4 (si le rendement de la STEP > ou = 90 %) + 2,4 ou 4,8 si 90 %;• MES : 35 mg/L + 20 kg/j ;• DBO5 : 25 mg/L + 30 kg/j.
Constats : Les VLE observées ont été déterminées en observant de manière parallèle les exigences de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 et celle de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1 ^{er} août 2012 qui a modifié l'arrêté préfectoral d'autorisation du novembre 2000. Il en ressort quelques dépassements ponctuels et mesurés en pH ou en matières en suspension. Ces dépassements n'appellent pas de commentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.8.

Thème(s) : Autre, efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique a (plan d'efficacité énergétique) et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point b.

Point b, utilisation de techniques courantes qui comprennent notamment :

- la cogénération ;
- les moteurs économes en énergie ;
- la récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ;
- l'éclairage ;
- la réduction au minimum de la purge de la chaudière ;
- l'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ;
- le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ;
- les systèmes de commande de procédés ;
- la réduction des fuites du circuit d'air comprimé ;
- la réduction des pertes thermiques par calorifugeage ;
- les variateurs de vitesse ;
- l'évaporation à multiples effets ;
- l'utilisation de l'énergie solaire.

Constats :

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des techniques visées par cet article à l'exception de la cogénération et de l'utilisation de l'énergie solaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consommation d'eau et rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.9.

Thème(s) : Autre, consommation d'eau et rejets des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique a (recyclage ou réutilisation de l'eau) et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k.

Point b : optimisation du débit d'eau

Point c : optimisation des buses et des conduites d'eau

Point d : séparation des flux d'eau

Point e : nettoyage à sec

Point f : système de curage des canalisations

Point g : nettoyage à haute pression

Point h : optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le NEP

Point i : nettoyage à basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel

Point j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés

Point k : Nettoyage des équipements dès que possible

Constats :

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des techniques visées par cet article à l'exception du système de curage des canalisations. Concernant le point k, l'exploitant souligne qu'il procède au nettoyage des équipements uniquement si nécessaire plutôt que dès que possible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Substances dangereuses - choix et utilisation des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.10.
Thème(s) : Risques chroniques, substances dangereuses - choix et utilisation des produits
Prescription contrôlée : L'exploitant applique une ou plusieurs des techniques suivantes : <ul style="list-style-type: none">a. Sélection appropriée de produits chimiques de nettoyage ou de désinfectants ;b. Réutilisation des produits chimiques de nettoyage dans le nettoyage en place (NEP) ;c. Nettoyage à sec ;d. Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés.
Constats : L'exploitant a déployé une politique qui a visé à une réduction et une rationalisation des produits chimiques utilisés. A ce jour, ne subsistent que quelques produits tels que eau de javel, un acide, une base et du vinaigre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Substances dangereuses - fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.10.
Thème(s) : Risques chroniques, substances dangereuses - fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.
Constats : L'exploitant dispose d'une installation de froid à l'ammoniac qui est en service depuis 2 ans. Certains locaux demeurent rafraîchis avec des bloc de climatisation fonctionnant avec les fluides frigorigènes R32 et R410. L'attention de l'exploitant est attirée sur l'interdiction au cours de l'année 2025 du fluide R410.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Utilisation efficace des ressources

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.11.

Thème(s) : Autre, utilisation efficace des ressources

Prescription contrôlée :

- a. digestion aérobie (peut ne pas être applicable) ;
- b. utilisation des résidus (peut ne pas être applicable) ;
- c. séparation des résidus (applicable d'une manière générale) ;
- d. récupération et réutilisation des résidus provenant du pasteurisateur (applicable uniquement aux produits alimentaires liquides) ;
- e. récupération du phosphore sous forme de struvite (pas applicable car concentration phosphore < 50 mg/L) ;
- f. épandage des effluents aqueux sur les sols.

Constats :

- a. la digestion aérobie est mise en œuvre à la station d'épuration ;
- b, c et d. l'exploitant valorise les flux de résidus et les sépare (cf. eaux blanches qui sont réutilisées ou les eaux de vache qui sont valorisées pour produire du lactosérum). Par ailleurs, les produits solides (fromages qui présentent des défauts tels qu'ils ne peuvent prétendre au second choix) sont préférentiellement revendus à un autre fromager (produits fondus) ou à défaut envoyés en méthanisation ;
- e. pas mis en œuvre, les concentrations en phosphore sont trop faibles ;
- f. les boues de station d'épuration sont épandues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Secteur de l'industrie laitière - efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.17.
Thème(s) : Autre, secteur de l'industrie laitière - efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques spécifiées au point 8 et des techniques suivantes : <ul style="list-style-type: none">a. homogénéisation partielle du lait ;b. homogénéisateur à haut rendement énergétique ;c. utilisation de pasteurisateurs en continu ;d. échangeur thermique à récupération de chaleur dans la pasteurisation ;e. traitement du lait UHT sans pasteurisation intermédiaire ;f. séchage en plusieurs étapes pour la production de poudre ;g. prérefroidissement de l'eau glacée.
Constats : Outre les constats faits pour le point 8, l'exploitant applique les techniques a, c et d.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Secteur de l'industrie laitière - déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.17.
Thème(s) : Autre, secteur de l'industrie laitière - déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant réduit sa production de déchets en appliquant une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">a. fonctionnement optimisé des centrifugeuses (si utilisation de centrifugeuses) ;b et c. non applicables (production de beurre et de crème glacée) ;d. réduction au minimum de la production de lactosérum acide ;e. récupération et utilisation du lactosérum.
Constats : L'exploitant n'est concerné que par les techniques a et e qu'il applique. La technique d n'est pas applicable car elle s'applique aux fromages de type acide (gruyère, comté, parmesan, emmental, cheddar) qui ne sont pas produits par Bongrain Gérard.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Secteur de l'industrie laitière - rejets canalisés dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II.17.
Thème(s) : Risques chroniques, secteur de l'industrie laitière - rejets canalisés dans l'air
Prescription contrôlée : Uniquement pour le procédé de séchage : VLE poussière = 10 mg/Nm ³ et surveillance 1 fois par an
Constats : Cet article n'est pas applicable car l'exploitant ne procède pas au séchage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité des réservoirs associés. (...)
Constats : L'inspection des installations classées a constaté une gestion rigoureuse des rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite